

LE PARCOURS D'OBSTACLES VERS L'EUROPE

2015 : ANNÉE DE L'ÉCHEC CATASTROPHIQUE DE L'EUROPE
À RÉPONDRE AUX BESOINS DES REFUGIÉS ET MIGRANTS À SES PORTES



© Alessandro Penco

Lorsque je demande à tout ces gens pourquoi ils prennent la route au péril de leur vie, tous me répondent: "il n'y a pas d'alternative". Ils sont au courant des dangers encourus mais ils prennent le risque. Ils nous disent qu'ils préfèrent se noyer en luttant pour leur sécurité et leur liberté que de rester dans leur pays d'origine ou en Libye, là où leur vie ne vaut plus la peine d'être vécue."

Le coordinateur d'urgence à bord du MY Phoenix.

On se souviendra de 2015 comme d'une année au cours de laquelle l'Europe a lamentablement échoué à prendre ses responsabilités et **à répondre aux besoins urgents** d'assistance et de protection de plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants. L'Union européenne et les gouvernements qui la composent n'ont pu répondre aux besoins humanitaires et médicaux des réfugiés et migrants se présentant à leurs frontières externes et internes. Leurs politiques et leurs actions ont grandement aggravé la soi-disant "crise des réfugiés", ainsi que la santé et le bien-être de toutes ces personnes en fuite.

Le manque d'options légales et sécurisées pour prendre la fuite, les murs de barbelés, les frontières qui se ferment d'un moment à l'autre, les conditions de réception sordides,

inhumaines ainsi que les procédures d'enregistrement sans cesse modifiées ont aggravé le devenir déjà misérable de milliers de personnes fuyant la guerre, la pauvreté, l'oppression. Leur fuite n'en est devenue que plus dangereuse et leur souffrance plus immense.

Les dirigeants européens, à quelques notables exceptions près, ont passé cette année à construire des murs, concrets ou métaphoriques. Pourtant, tant que la guerre, l'insécurité, la pauvreté et l'oppression seront de ce monde, des gens chercheront des moyens de fuir quels qu'en soient les risques et les obstacles inhérents. Les chiffres sont là pour le prouver.

LES FAITS ET LES CHIFFRES CLEFS

Quantifier et qualifier les mouvements des populations

- Entre le premier Janvier et le 31 Décembre, on estime que 1.008.616 ont fui vers l'Europe
- 84% arrivent de pays producteurs de réfugiés, dont 49% de Syrie, 21% d'Afghanistan et 9% d'Iraq
- 17% de ces personnes sont des femmes et 25% sont des enfants de moins de 18 ans

L'impact des politiques européennes en matière de migration sur la santé des personnes:

Entre le premier janvier et le 15 décembre 2015, les équipes de MSF ont pratiqué plus de 100.000 consultations médicales pour les réfugiés et migrants sur les bateaux de recherche et de sauvetage, en Italie, Grèce et à travers les Balkans. Entre mai et décembre 2015, MSF a procédé au sauvetage et assisté 23.737 réfugiés et migrants en mer. Les équipes ont été témoins et ont soigné les conséquences physiques et psychologiques des terribles traversées et du manque d'assistance, ainsi que des blessures et des traumatismes, résultats des violences subies. La plupart des pathologies traitées par

MSF auraient pu être évitées si des conditions de passage sécurisé et de réception aux normes humanitaires étaient mises en place par les Etats membres de l'UE.

Nos équipes médicales en Grèce et Serbie ont traité 12.214 patients pour des traumatismes, soit 18% du total des consultations médicales pratiquées dans ces deux pays. Parmi le 408 cas de traumatismes sévères, 70% expliquent avoir été victimes pendant leur déplacement de violences physiques, de vols ou d'abus verbaux et d'intimidations.

La mobilisation de MSF sur la migration en Europe :

En 2015, MSF estime avoir dépensé 31,5 millions d'euros et mobilisé 535 membres de son personnel pour répondre aux besoins des réfugiés et migrants en Europe :

- 45 staff MSF et 11,5 millions d'euros ont été mobilisés pour réaliser les opérations de recherche et sauvetage sur les trois bateaux en Méditerranée.
- 489 staffs et 20 millions d'euros ont été nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires des réfugiés et migrants en Italie, Grèce, dans les Balkans et dans les pays de destination où MSF travaille.



© Will Rose / Greenpeace

« Je suis restée trois mois à Tripoli. Il n'y a pas de mot pour décrire ma vie là-bas. C'est le pire endroit au monde. Nous étions traités comme des animaux. Les hommes et les femmes étaient séparés et tous les jours, une personne était désignée pour éteindre leur soif. Qui voudrait rester en Libye dans ces conditions ? Je ne veux plus jamais être abusée ! Donc nous n'avons pas le choix. Oui, nous savons que nous allons peut-être mourir en mer, mais c'était tout de même notre choix. »

Une Érythréenne, à bord du bateau de recherche et de sauvetage Bourbon Argos, juillet 2015.

1. TRAVERSÉE DE LA MÉDITERRANÉE: MORT, VIOLENCE ET SOUFFRANCE EN MER

2015 fut l'année enregistrée comme la plus meurtrière en Méditerranée. Au moins 3771 personnes sont mortes sur les rives de l'Europe. L'Union Européenne et les gouvernements européens, en refusant de proposer des alternatives légales et sûres à la traversée mortelle de la mer, ont poussé plus d'un million de personnes dans les bras des passeurs et dans des bateaux surpeuplés en route vers l'Europe.

En mai, alors que s'est terminée l'opération Mare Nostrum¹, MSF a pris la décision sans précédent de lancer sa propre opération de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale. Dès le mois de juin, trois bateaux sillonnaient la mer. Au cours des presque 8 mois de cette opération, le Bourbon Argos, le Dignity I et le MY Phoenix (ce dernier naviguant en collaboration avec l'organisation MOAS) ont secouru 20.129 personnes en Méditerranée centrale et ont assisté des milliers de personnes supplémentaires. Par ailleurs, en novembre dernier, MSF a démarré des activités de secours en mer Egée, en partenariat avec Greenpeace. En un mois, plus de 6.000 personnes ont déjà reçu une assistance en mer.

LA VIOLENCE EN MER

Des témoignages faisant état d'actes de violences perpétrés en Méditerranée sont particulièrement perturbants. Sur l'île de Lesbos et Kos, les équipes MSF ont collecté de nombreuses histoires troublantes, impliquant des groupes de personnes masquées volant les biens personnels des gens à bord ou jetant leurs affaires par dessus bord. Des gens ont raconté que de gros bateaux s'étaient approchés de leur petite embarcation avec des perches, tentant de percer le plastique et de couler l'embarcation. D'autres ont décrit des bateaux, eux aussi semblant appartenir aux gardes côtes grecs, naviguant près d'eux mais ne leur portant pas secours. Nos équipes continuent d'entendre de tels témoignages de la part des personnes arrivant sur les îles grecques. Les gardes côtes grecs nient ces accusations mais à ce jour, aucune enquête approfondie n'a été réalisée.

1. Mare Nostrum était l'opération, massive et proactive, de recherche et sauvetage qui a permis de sauver 140 000 personnes en Méditerranée Centrale entre Octobre 2013 et Octobre 2014.

2. BIENVENUE EN EUROPE

Les équipes de MSF ont été témoins de milliers de scènes émouvantes aux points d'arrivée en Italie et en Grèce. Certains embrassent le sol, d'autres sautent en l'air ou pleurent de joie et de soulagement après avoir survécu à la traversée de la mer. Pourtant, à ce stade leur supplice est loin d'être terminé. Les conditions de réception calamiteuses et le manque d'information à travers l'Europe signifient que beaucoup n'auront même pas accès aux services les plus basiques.



© Francesco Zizola

LA CAPACITÉ DE RÉCEPTION EN GRÈCE : DE NON EXISTANTE À INHUMAINE

En Grèce, les autorités ont failli à mettre en place un système de réception humain et adéquat. Pire, elles ont activement empêché les organisations humanitaires de s'organiser pour couvrir ces manquements. Ces derniers mois, nos équipes de Kos, Lesbos et Leros se sont battues sans relâche pour obtenir l'autorisation de porter assistance et de réduire les souffrances des personnes arrivant sur ces îles. Sur l'île de **Kos**, par exemple, au mois d'octobre entre 200 et 500 personnes sont arrivées quotidiennement. Pourtant, à ce jour, aucune capacité de réception n'a été installée et les autorités locales s'opposent à la mise en place d'une réponse organisée pour recevoir ces gens ou leur permettre de transiter dignement.

« Nous attendons dans une tente sale. Il n'y a pas de matelas pour dormir, juste des cartons. Nous n'avons pas de couverture, rien, juste la crasse. Nous ne voulons même pas nous approcher des toilettes. L'eau n'est pas propre, nous ne pouvons pas nous laver. Je n'arrive pas à croire que je dois vivre dans de telles conditions. Je suis enseignante et mon mari était comptable. Regardez-nous maintenant. C'est inhumain. »

Une femme syrienne, Grèce.

UN ENREGISTREMENT LENT ET SES TERRIBLES CONSÉQUENCES SUR LES ÎLES GRECQUES

Les autorités grecques n'ont pas non plus réussi à mettre en place des procédures d'enregistrement adéquates ou un partage d'information sur les procédures de demandes d'asiles, ou tout autre type de service de base. Ces conditions ont amené les demandeurs d'asile à un état d'anxiété alors que la météo était encore correcte puis à unedétresse totale lorsque le vent et la pluie sont apparus.

« Nous avons vu beaucoup de femmes enceintes et d'enfants obligés de faire la queue dans la boue pendant des jours, trempés sous la pluie et sans aucune protection. Certains ne portaient que des t-shirts. Il y a des gens qui ne tiennent plus debout tellement leurs pieds sont gonflés après avoir été humides pendant des jours. Sans l'intervention de nos équipes médicales ou de volontaires, la police n'autorise pas les réfugiés à quitter la file pour se faire soigner. C'est complètement inhumain. »

Le responsable du projet MSF, Lesbos.

Entre juin et novembre 2015, deux tiers des patients soignés par les équipes de MSF en Grèce souffraient d'infections respiratoires, de maladies de la peau et de traumatismes – tout cela lié aux conditions dangereuses et sales dans lesquels ils sont obligés de vivre. La situation –déjà inquiétante pendant l'été – s'est détériorée avec les pluies et l'hiver qui s'installe. Avec la détérioration de la météo, les équipes de MSF ont vu une augmentation de 160% des cas d'infections respiratoires entre juillet et octobre 2015.

2. CPSA (Centro di Soccorso e prima Accoglienza), le système de réception italien pour les soins primaires et les centres d'accueil. Les nouveaux arrivants sont généralement logés dans ces centres durant les premiers jours après leur arrivée.
3. Un 'hotspot' est un centre de réception géré par l'UE à la frontière d'un état-membre, comme l'Italie ou la Grèce. Ces centres sont capable d'identifier rapidement et de recueillir les empreintes digitales des migrants et réfugiés. Les personnes identifiées comme réfugiés doivent être relocalisés vers un autre état membre tandis que celles et ceux déclarés irrégulier seront renvoyés dans leur pays d'origine.

ITALIE : L'URGENCE SANS FIN

L'Italie, qui fut une porte d'entrée importante pour les migrants et demandeurs d'asile au cours des dernières années, possède un système de réception fonctionnel, quoique largement insuffisant pour répondre aux besoins des nouveaux arrivés. En général, les arrivants sont parqués dans des centres surpeuplés offrant un accès très limité aux services essentiels comme des soins de santé, de la santé mentale ou un support légal et administratif. Les médiateurs culturels et interprètes font cruellement défaut alors qu'ils jouent un rôle important pour aider les nouveaux venus à comprendre leur environnement à et mieux s'adapter à la vie en Europe.

Fin 2015, MSF a quitté le centre **CPSA de Pozallo**² en Sicile, désigné par l'UE comme un des «hotspots³». L'organisation a en effet estimé que les conditions indignes et inhumaines au sein du centre ont rendu impossible la poursuite de la collaboration entre MSF et les autorités locales. A Pozallo, la priorité des autorités reste l'identification des nouveaux arrivants plutôt que la réponse à leurs besoins médicaux et humanitaires. Il était devenu extrêmement difficile pour nos docteurs, infirmiers et psychologues de poursuivre leur travail dans ces conditions.

« Elle est descendue du Bourbon Argos, la dernière parmi 700 migrants, habillée d'une longue robe. Elle était seule. Nous nous sommes directement rendu compte qu'elle avait enduré des violences pendant son voyage à travers le désert. Elle avait les parties génitales mutilées », se souvient un docteur travaillant à Pozzallo. « Nous avons averti les autorités et avons demandé de pouvoir transférer Fatima dans une structure spécialisée, mais nous n'avons reçu aucune réponse. Sa santé mentale a encore été plus déstabilisée par la longue attente dans le centre surpeuplé. Il a fallu la transférer dans un centre psychiatrique. Ce fut pour nous un échec. »

Un docteur MSF en Sicile, Italie.



© Anna Surinyach

3. LE PARCOURS DU COMBATTANT : LES CONSÉQUENCES SANITAIRES DES POLITIQUES FRONTALIÈRES INCONSISTANTES

Parmi les 851.319 hommes, femmes et enfants arrivés en Grèce en 2015, la majorité sont partis demander l'asile dans les pays du nord ou de l'ouest de l'Europe, après avoir traversé la route des Balkans. Cette route, quoique terrestre, est parsemée de dangers. Pendant l'été, l'automne et l'hiver 2015, les gouvernements européens sur cette route ont joué avec la santé, la dignité et le bien-être des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile en ouvrant puis fermant leurs frontières, de manière dangereusement capricieuse, sans planification ni communication.

En 2015, les décisions unilatérales et irresponsables de fermer les frontières ainsi que le manque de coordination entre les Etats membres ont créé des stress insensés et des conditions de passage dangereuses pour des milliers de personnes. A chaque fois qu'une frontière a fermé, des milliers de gens ont été stoppés de manière abrupte, coincés dans des 'no man's

land', avec peu ou pas d'assistance humanitaire, puis obligé d'emprunter des routes encore plus dangereuses ou de passer entre les mains des passeurs. **Loin de diminuer l'afflux de ces personnes, ces mesures ont simplement rendu leur quête de sécurité plus dangereuse, plus misérable et plus chère.**

A travers toute l'Europe, la majorité des maladies traitées par les équipes médicales de MSF pourraient être évitées si un passage sécurisé et des conditions de réceptions décentes étaient en place. En Serbie, 80% des consultations médicales prodiguées par MSF ces derniers mois sont liées aux conditions difficiles du voyage, comme les infections respiratoires (42%), les traumatismes et les maladies musculo-squelettiques (19%) et les maladies de la peau (9%). Tout comme les difficultés créées par les fermetures de frontières, le parcours du sud au nord-ouest de l'Europe est extrêmement dur, principalement à cause du

manque d'assistance et de réponse des agences étatiques et à cause de violences endurées.

Comme souvent, les traumatismes du trajet ajoutés aux stress créés par la fermeture des frontières ont un impact important sur la santé mentale de personnes. En juillet, lorsqu'un passage sécurisé a été organisé entre l'ancienne république yougoslave de Macédoine et la Serbie, les gens ont pu voyager dans des conditions décentes, ont été moins exposés aux violences et ne se sont pas retrouvés aux mains des passeurs. Ils sont arrivés à destination dans un état relativement sain. Inversement, fin novembre 2015, nos psychologues ont remarqué l'augmentation des crises de paniques à Idomeni. Chaque jour, ils ont été témoins de tentatives d'automutilation, conséquence directe des conditions terribles vécues par ces personnes bloquées à la frontière et dans l'incertitude totale quant à leur future.



© Alessandro Penso

QUID POUR 2016 ?

Et tant qu'organisation médicale humanitaire, MSF ne peut résoudre à elle seule la crise des déplacements de populations. Nous sommes des docteurs, des infirmiers, des psychologues et nous tentons de soulager la santé et le devenir de nos patients qui subissent les conséquences des politiques restrictives. Mais en définitive, il est extrêmement difficile de traiter la décision de l'Europe de prioriser le contrôle de ses frontières plutôt que la santé des personnes en fuite. C'est l'Europe et ses Etats membres qui ont la capacité de placer la vie et le bien-être de ces personnes au centre des décisions. Dans nos projets, tout indique une continuation de la crise en 2016. Plus de 60 millions de personnes sont aujourd'hui déplacées à travers le monde. La violence et l'instabilité continuent de mettre des milliers de personnes sur les routes. Il est temps pour l'Europe d'abolir les obstacles de ce parcours et de fournir une assistance et un passage sécurisé à ces demandeurs d'asile, réfugiés et migrants fuyant des conditions de vie désespérées.

En 2016, l'UE et ses Etats membres sont dès lors appelés à mettre en place un **passage sécurisé** par les mesures suivantes :

- Assurer rapidement la mise en place de **voies sécurisées et légales pour les demandeurs d'asile** et notamment permettre aux demandeurs d'asile d'effectuer leur demande aux frontières, y compris à Evros, frontière entre la Turquie et la Grèce. Il est également nécessaire **d'utiliser plus largement** les différentes **options et procédures existantes** pour les demandeurs d'asile, soit par exemple le principe de **réunification familiale**, les **visas humanitaires**, la **réinstallation** et la **relocalisation** des personnes.
- **Créer des voies migratoires légales** afin de diminuer la demande envers les réseaux migratoires irréguliers et dangereux des passeurs.
- Mettre en place **un ambitieux mécanisme européen de recherche et sauvetage** pour sauver des vies en mer. Ce type d'opération doit **activement** rechercher des bateaux en détresse et cela **aussi proche que possible des points de départ**. Cette opération doit également identifier les points de **débarquements** des personnes, afin d'apporter des soins médicaux et d'évaluer la vulnérabilité de chacun.
- Investir dans une capacité de réception qui respecte les standards européens plutôt que dans des mesures de dissuasion. L'Europe doit **transformer son approche forteresse en une approche de réception** mise en place pour répondre aux besoins et vulnérabilités spécifiques des individus qui se présentent à ses frontières, en particulier en ce qui concerne leurs besoins médicaux et de santé mentale.
- En l'absence d'un système d'asile européen fonctionnel, **investir de manière ambitieuse dans un système de relocalisation intra européen** et créer des **passages sécurisés** à travers l'Europe.
- **En finir avec les actes de violence** et d'abus perpétrés par les autorités représentantes de l'Etat.



© Alessandro Penso